

REVUE
HISTORIQUE
DES
ARMÉES

Revue historique des armées

248 | 2007

Les sièges de l'autorité militaire

Les débuts de la Grande Guerre en France : « dictature » imposée du militaire ou retrait du politique ?

François Cochet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/1223>

ISBN : 978-2-8218-0508-8

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2007

Pagination : 60-70

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

François Cochet, « Les débuts de la Grande Guerre en France : « dictature » imposée du militaire ou retrait du politique ? », *Revue historique des armées* [En ligne], 248 | 2007, mis en ligne le 25 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/1223>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Les débuts de la Grande Guerre en France : « dictature » imposée du militaire ou retrait du politique ?

François Cochet

- 1 Des débuts de la guerre à 1915, il est habituellement admis qu'une manière de régression démocratique a existé dans la France de la III^e République. Certains parlent même de rupture de démocratie et de « dictature » du général Joffre ? Qu'en est-il exactement ? Peut-on objectivement mesurer des dérives par rapport aux textes existant alors sur le partage des tâches entre militaires et pouvoirs civils ? Mais surtout, il convient d'essayer d'avancer quelques pistes d'explication à la lumière des personnalités en présence, de leurs habitudes de travailler ensemble et dans certains rapports de force. Des groupes de pression, des systèmes de représentations sont à l'œuvre au cours de l'été de 1914, qui rendent possibles certaines évolutions. C'est donc bien tout un complexe de relations croisées que nous aimerions essayer de décrypter un tant soit peu dans cette contribution. Le fil rouge de notre réflexion tient dans un problème physique de vases communicants. Peut-on parler d'une volonté expansionniste des pouvoirs militaires durant les premières semaines de guerre, ou bien s'agit-il plutôt d'un retrait tacite du pouvoir civil de la sphère décisionnelle ?

L'état de guerre et les transferts prévus de pouvoirs

- 2 L'état de guerre amène, dans la société française de 1914, des bouleversements très importants, elle déstabilise des relations sociales construites dans la paix et les recompose à l'aune des nouvelles conditions*. Les textes constitutionnels de l'époque sont, apparemment clairs, quoique peu explicites. L'article 3 d'une des trois lois constitutionnelles qui fondent la République, celle du 25 février 1875, définissant les pouvoirs du président de la République – personnage théoriquement central du nouveau régime – précise en style télégraphique : « *Le président de la République a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux chambres ; il en surveille et en assure l'exécution. – Il a*

le droit de faire grâce ; les amnisties ne peuvent être accordées que par la loi. – Il dispose de la force armée. – Il nomme à tous les emplois civils et militaires. (...). » ¹

- 3 Pourtant, les choses ne sont pas simples dans le détail. Il est convenu que la conduite des opérations militaires relève de la sphère du militaire, tandis que celle de la guerre en général, incluant par exemple les négociations éventuelles avec les alliés, les neutres, voire l'ennemi, relève des pouvoirs civils. Les pouvoirs militaires sont bien, et c'est la règle en démocratie, subordonnés au pouvoir civil.
- 4 L'état des textes est une chose, leur vécu en est une autre. Contrairement à ce que les textes de 1875, fort vagues au demeurant, parce que devant être – on s'en souvient – adaptables à des situations très différentes, pouvaient laisser envisager, le président de la République, depuis la crise de 1877 a volontairement réduit ses pouvoirs. Peut-on suivre pour autant le témoignage de Raymond Poincaré rapporté par Abel Ferry ² ? « *Sur la question de la guerre, je ne sais rien de plus que vous mon cher ami*, lui dit le président de la République, le 19 février 1915. *Quand je suis las du silence obstiné qu'oppose Millerand à mes questions quotidiennes, j'envoie des notes à la Guerre, mais je ne puis tout de même pas faire venir les chefs de service pour travailler avec eux, ce serait inconstitutionnel.* » La stricte observance des textes constitutionnels de 1875 se révèle, si l'anecdote n'est pas trop outrée, tout à fait pénalisante pour l'exercice du pouvoir suprême.
- 5 Au début de la guerre, la réactivation de la vieille loi sur l'État de siège, datant de 1849, transfère, comme il est prévu, un certain nombre de pouvoirs normalement dévolus aux représentants de l'État dans les départements (préfets et sous-préfets) aux généraux commandants de régions militaires. La zone des armées couvre l'ensemble du territoire national, dans un premier temps. Le 1^{er} septembre 1915, le gouvernement réduit la zone des armées aux seuls départements traversés par un front figé par les tranchées de la mer du Nord aux Vosges. L'État de siège est levé dans les autres départements, et les préfets et les maires retrouvent leurs prérogatives. En juillet 1917, au moment des premières arrivées des troupes américaines, l'État de siège s'applique à nouveau à l'essentiel du littoral français. Cette toute-puissance des pouvoirs militaires par rapport aux pouvoirs civils est particulièrement vraie dans le domaine de la surveillance des informations. Ainsi, à titre d'exemple, le général commandant le 12^e CA fait-il savoir aux commandants d'armes de Périgueux et Bergerac, « *en vertu des pouvoirs qui vous sont conférés par l'État de siège, vous êtes invités à interdire tous les comptes rendus par la presse relatifs aux accidents de chemin de fer et à tous les événements similaires* » ³. Outre la loi sur l'État de siège, une nouvelle loi, datant du 5 août 1914, interdit de publier toutes informations sur « *l'ordre de bataille, effectifs des hommes restés ou rentrés dans leurs foyers, effectifs des blessés, tués ou prisonniers* » ⁴. Ainsi, l'autorité militaire se voit-elle confier la tâche de la surveillance des journaux aussi bien que celle des télégrammes.
- 6 Mais, pour l'instant, il n'est pas question de parler d'une quelconque « dictature militaire ». Le partage des tâches est clairement exprimé par le décret du 28 octobre 1913 sur la conduite des grandes unités. « *Le gouvernement fixe les objectifs politiques. Si la lutte s'étend à plusieurs frontières, il désigne l'ennemi principal contre lequel on doit appliquer la plus grande partie des forces nationales. Il distribue les moyens de l'action et tous les types de ressources et les met entièrement à la disposition des commandants en chef des différents théâtres d'opérations.* »

- 7 Pourtant, rapidement après les premiers engagements, des difficultés surgissent du fait de conflits d'attributions de pouvoir entre militaires et civils, mais plus encore du fait de pratiques de terrain, relevant de l'autorité militaire.

Des dérives qui vont au-delà des textes

- 8 Joseph Joffre est, bien évidemment, la première personne à qui l'on pense pour expliquer certaines dérives. On sait que, malgré ses airs bonhommes, son autoritarisme est très grand. Joffre a tendance à élargir ses champs de compétence dans la pratique. Le 26 janvier 1915, une lettre émanant de lui est lue en Conseil des ministres. *« Elle est de forme soignée et sur certains points juste ; mais le fond en est ombrageux et impératif, tout à la fois d'un fonctionnaire et d'un demi-dictateur. Il s'élève par avance contre d'éventuels voyages de commissions parlementaires aux armées. Puis c'est une critique des députés mobilisés. Il oppose comme incompatible le devoir parlementaire et le devoir militaire. Enfin, c'est un conseil au gouvernement : il lui demande de prendre la direction qui flotte. »*⁵
- 9 À une époque où les nouvelles circulent nettement moins rapidement qu'aujourd'hui, Joffre construit son système de direction de la guerre sur la notion de contrôle, voire de la rétention de certaines informations. Il estime que le gouvernement n'a pas à être informé de toutes les dimensions de la guerre. Les choses vont loin cependant dans le registre. Le 27 avril 1915, le président du Conseil René Viviani affirme avoir appris, par la fleuriste de son quartier, que le Grand Quartier général (GQG) devait quitter sa résidence de Chantilly. Encore le 15 janvier 1915, Abel Ferry note, *« le GQG est secret inaccessible. Il a laissé ignorer, j'en ai maintenant la preuve, la défaite de Charleroi, au mois d'août, à Viviani, à Poincaré, à Messimy même, ministre de la Guerre. On apprend des échecs comme celui des jumelles d'Ornes, par moi ou par hasard. Le GQG refuse de faire connaître le chiffre de nos pertes au gouvernement »*⁶. Il interdit aux préfets de la zone des armées de communiquer des renseignements d'ordre militaire au ministre de l'Intérieur. Il refuse toute communication téléphonique aux préfets avec leurs sous-préfets ou avec le ministère de l'Intérieur. En août et septembre 1914, le GQG donne au président de la République la composition des armées allemandes, mais refuse de lui faire connaître les noms des commandants d'armées françaises.
- 10 Mais, c'est parce que Joffre se sent totalement « couvert » par son ministre qu'il peut être désinvolte à l'égard du pouvoir exécutif au début de la guerre. La pratique consistant, pour Joseph Joffre, à se servir de son ministre de tutelle, ne date pas de la guerre mais la précède. Adolphe Messimy redevient ministre de la Guerre le 14 juin 1914. C'est lui qui, le premier, a permis la montée en puissance de Joffre en 1911. Les deux hommes ont pris l'habitude de travailler en symbiose, jusqu'à ce que Messimy, d'ailleurs, ne devienne farouchement hostile à Joffre au cours de la guerre. Mais en septembre 1911, le ton est toujours au beau fixe entre les deux hommes et Joffre instrumentalise visiblement Messimy. *« Le ministre se rangea volontiers à mon avis, et à la date du 28 septembre, il insista par écrit auprès de M. Caillaux, président du Conseil, pour que les questions dont je venais de parler fussent étudiées au prochain Conseil de défense nationale. »*⁷ Par ailleurs, dès avant la guerre également, Joffre a pris l'habitude d'embrasser largement, dans un regard géostratégique, les questions proprement diplomatiques, ce qui constitue un élargissement considérable de ses prérogatives. De multiples exemples en attestent dans ses mémoires posthumes. Ainsi, le 16 octobre 1911, il écrit, *« je rencontrai le directeur des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères »*. Et de décrire les renseignements dont lui, Joffre, semble avoir le

plus impératif besoin, par exemple, *« des indices assez nombreux nous font penser que la Roumanie s'unirait à l'Autriche en cas de guerre avec la Russie. Possède-t-on des informations à ce sujet ? »*⁸.

- 11 Ainsi, les attitudes de Joffre durant la guerre ont-elle été, discrètement, précédées de ballons d'essai et de petits empiétements de compétences. Il a eu sans doute raison de procéder ainsi, puisqu'aucun président du Conseil ne l'a remis en place.
- 12 On comprend mieux qu'au début des opérations militaires, Joffre se comporte parfois autant comme un ministre des Affaires étrangères que comme un général en chef. Le 9 août 1914, il écrit au président de la République, Raymond Poincaré, *« je lui demandais de faire part au gouvernement britannique du danger que nous ferait courir un trop grand retard dans l'arrivée de l'armée du maréchal French »*⁹. Selon le président Raymond Poincaré, il existe autour de Joffre un véritable *« Shadow Cabinet »*. *« Autour de Joffre, il y a un véritable ministère, une diplomatie occulte. Tardieu joue au ministre des Affaires Étrangères. Le généralissime correspond directement avec le Grand Duc Nicolas et Lord Kitchener. Il faut savoir s'il y a deux gouvernements. Tout cela finira mal. »*¹⁰
- 13 Sur un point au moins, Joffre a clairement revendiqué l'illégalité de sa démarche. Il s'agit de l'affaire des *« limogeages »* à l'été 1914. Dans ses mémoires, le maréchal écrit, *« au sujet de ces mutations, je dois dire ici que je me rendais parfaitement compte de l'illégalité que je commettais en les prononçant : les officiers généraux auxquels je retirais leur emploi tenaient leur lettre de commandement du ministre et, régulièrement, seul le ministre pouvait les en déposséder. Je comprenais parfaitement que si nos affaires marchaient bien, je serais vraisemblablement couvert, mais que si les événements tournaient à notre désavantage, on ne manquerait pas de me reprocher ces initiatives. Néanmoins, conscient des responsabilités que j'assumais devant le pays, je n'ai pas hésité à prendre ces mesures, qui me paraissaient absolument nécessaires et urgentes. (...) je n'en ai pris aucune sans avoir la conviction que je travaillais au salut du pays »*¹¹.
- 14 D'autres dérives s'ajoutent à celles-ci, sur un plan beaucoup plus concret et matériel. L'armée prend l'habitude de passer des commandes directement à certains fournisseurs, ce qui est certes un raccourcissement peut-être profitable de la chaîne décisionnelle, mais surtout la preuve d'une considérable prise d'autonomie des pouvoirs militaires par rapport à leurs pouvoirs de tutelle civils.
- 15 Une question mérite d'être posée, puisqu'elle a été suggérée par Abel Ferry. Y a-t-il, de la part des sphères dirigeantes militaires la volonté de prendre une revanche sur les pouvoirs civils de l'avant-guerre ? *« Les généraux mangent du civil. Ils sont, dans toute la France, les maîtres. Les préfets n'existent plus. Les parlementaires sont brimés. Il y a aussi un peu de mauvaises intentions réactionnaires : le cléricalisme s'habille en militaire pour mieux partir en guerre (...) contre la République. »*¹² Il semble bien qu'il s'agit là des propres représentations d'Abel Ferry, obnubilé par l'œuvre de son oncle, peut-être, mais surtout anti-clérical convaincu. Cependant, cette remarque montre combien est assez superficielle l'ambiance *« d'Union sacrée »*, qui n'empêche, en aucun cas, les combats de l'avant-guerre – notamment celui entre cléricaux et anti-cléricaux – de se poursuivre, chaque camp rivalisant de patriotisme revendiqué, ce qui explique largement au passage, le fonctionnement des cultures de la guerre.
- 16 En revanche un problème concret trouve une solution assez calamiteuse au plan politique. Le 2 septembre 1914, devant l'ampleur, et de la retraite franco-anglaise et de la menace qui pèse sur Paris, le gouvernement de la République quitte la capitale. Il reproduit ainsi le comportement des dirigeants du Gouvernement provisoire de 1870, qui

avait trouvé refuge à Tours, puis à Bordeaux. Près de 500 000 Parisiens, appartenant souvent aux classes supérieures et privilégiées, quittent également la ville. Avec l'éloignement du gouvernement, du Parlement et des administrations centrales, Joffre, commandant en chef, se trouve dépositaire du seul pouvoir effectif et doit pallier les défaillances de la puissance publique. Lorsque la situation militaire est stabilisée, après la « course à la mer », le gouvernement rejoint la capitale, à partir de décembre 1914, le ministère de la Guerre étant le dernier à réintégrer ses locaux du boulevard Saint-Germain.

- 17 En laissant les seuls militaires affronter l'adversité de près, le pouvoir politique, et plus généralement d'ailleurs, l'ensemble de la classe politique, se délégitime de fait. Dorénavant, le spécialiste, c'est le militaire qui a en charge la sauvegarde du pays.

Complexe décisionnel, personnalités, groupes de pression et intérêts claniques

- 18 La véritable question, pour juger d'une éventuelle « dictature militaire » de l'été de 1914, consiste à savoir comment fonctionne la véritable chaîne décisionnelle en France entre pouvoirs civils et militaires.
- 19 Deux ministres de la Guerre successifs, Adolphe Messimy, puis Alexandre Millerand ont accordé toute leur confiance à Joffre. En janvier 1912, un décret vient encore renforcer les pouvoirs du général en le faisant devenir chef d'État-Major général. Joffre ne dissimule pas sa satisfaction dans ses mémoires. « *C'était la première fois que de tels pouvoirs étaient confiés à un seul homme. (...) Pour la première fois, le chef qui serait responsable en temps de guerre aurait l'autorité en temps de paix pour la préparer.* »¹³
- 20 Adolphe Messimy est un des personnages centraux de la période. Ministre de la Guerre jusqu'au 26 août 1914, il serait volontiers partisan que l'ensemble des pouvoirs passe aux mains des militaires, renouvelant ainsi la vision d'une République qui, en période de menace extrême, tolère une dictature à « la romaine » ou dans une version renouvelée de 1793-1794. Messimy semble se voir d'ailleurs lui-même assez volontiers en Carnot. On connaît sa lettre du 10 août 1914 (midi trente), à Joffre. « *La volonté du gouvernement est qu'un général qui ne remplirait pas ses devoirs avec suffisamment de vigueur doit être traduit devant un conseil de guerre et passé par les armes dans les vingt-quatre heures.* » Même Joffre est obligé de commenter dans ses mémoires que le ministre « *allait peut-être un peu loin* ».
- 21 Alexandre Millerand qui lui succède, partage à peu près les mêmes convictions. En tout cas, on sait qu'il soutient Joffre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année 1916.
- 22 Ce soutien réitéré à Joffre ne lui amène pas que des amis au sein du gouvernement. Le président Poincaré qui, en privé, nomme Joffre « *le dictateur* », en tient grief à Alexandre Millerand.
- 23 On sait que le général de Castelnau, qui n'apprécie guère Joffre, le surnomme « *le crabe* » par la manière qu'a le méridional d'aborder les hommes politiques de côté. Joffre sait leur présenter, du moins avant la guerre, des demandes extrêmement raisonnables. Comme le signale Robert Doughty : « *Avec cette tactique, il réduisait les chances de quiconque d'interférer ou de s'ingérer dans ses prérogatives.* »¹⁴ Le tandem Joffre-Millerand détient, en tout cas, des pouvoirs de fait considérables durant les deux premières années de la guerre.

- 24 Il ne s'agit pas ici de réécrire l'arrivée de Joseph Joffre au commandement suprême, mais la véritable question se situe sans doute pourtant là. Joffre sait flatter le personnel politique. Il sait demeurer en apparence modeste et jouer « profil bas », en ayant l'intelligence d'amener les hommes politiques à penser comme lui. La guerre révèle les hommes sur le terrain comme au commandement, et la bonhomie apparente cultivée par l'embonpoint, qui suggère la rondeur de l'esprit, dissimule, de moins en moins bien, un goût extrême pour l'autorité.
- 25 Les pouvoirs de fait du binôme ministre de la Guerre/généralissime sont d'autant plus importants que les détenteurs des pouvoirs civils sont partagés à l'égard des attitudes qu'il convient d'adopter face aux militaires.
- 26 Parmi les opposants de la toute-puissance de Joffre, Abel Ferry livre un témoignage précieux¹⁵. Le 12 décembre 1914, il note, « je trouve mes collègues assez montés contre l'autorité militaire. Le GQG joue un peu au dictateur. À Verdun, Sarraïl et son état-major s'en plaignaient. Ici, même impression d'étouffement. Poincaré en se levant, résume toute une discussion par ces mots : "le téléphone avec le ministère de la Guerre, actuellement à Bordeaux, est un fil qui tombe dans la mer, et nous sommes peut-être, sans nous en douter, gouvernés par un simple adjudant" »¹⁶
- 27 Le 22 décembre 1914, Ferry exprime bien certaines dimensions quasi claniques des comportements, ainsi que la véritable dimension du débat : l'antériorité de la nomination de Joffre. « Vu Millerand. Je lui ai exposé le mauvais fonctionnement du service sanitaire, mais me suis trouvé devant un parti pris d'admiration du ministre pour ses subordonnés et ses services (...) Vu Poincaré. Il m'a semblé assez monté contre les chefs militaires. »¹⁷ « L'État-Major laisse évidemment le Président dans l'ignorance des événements militaires. Il en est ulcéré et plus d'une fois reviendront en Conseil ces mots : "Nécessité de rétablir la suprématie des pouvoirs civils". Poincaré a quitté Paris sur l'ordre des militaires. C'est sur l'ordre des militaires qu'il ne va pas aux armées. Joffre est allé en Alsace reconquise. À Poincaré on l'avait refusé. Son erreur aura été d'être trop respectueux de la forme, d'avoir été, en des temps révolutionnaires, prisonnier des règlements, des compétences et des bureaux. Trop intelligent peut-être, pas assez de volonté (...). »¹⁸
- 28 Joffre, on le sait, n'a pas non plus que des amis parmi les militaires. Gallieni qui fut son supérieur à Madagascar n'hésite pas à l'accuser, à la tribune de l'Assemblée, en tant que ministre de la Guerre, d'outrepasser ses pouvoirs. Le 7 mars 1916, il lit une note très sévère envers le GQG, qui se termine par les résolutions suivantes : « 1- Remettre le haut commandement à la place qu'il doit occuper et l'abstraire de toute préoccupation autre que celle de la direction des opérations militaires. 2- Restituer au ministre l'intégralité de sa gestion administrative. 3- Éliminer ceux des chefs sur lesquels pèsent les vieilles doctrines de procédés désuets au point de les mettre hors d'état de s'adapter aux circonstances des luttes actuelles. » Mais Gallieni meurt le 25 mai 1916.
- 29 Adolphe Messimy, qui a compté parmi les plus fidèles soutiens de Joffre, prend ensuite considérablement ses distances. Alors qu'il se trouve à la tête d'un régiment dans l'armée des Vosges, il déclare à Abel Ferry : « C'est une sortie véhémente contre "le général Joffre, pauvre de pensée, sans idée ni dessein". Messimy le rend responsable de nos échecs. Messimy déclare avoir toujours écrit à Joffre que lui, Joffre, était le "Maître" ; n'avoir jamais discuté ses plans, ne lui avoir jamais donné qu'un ordre : celui de mettre à la disposition de Gallieni des troupes actives pour défendre Paris. »¹⁹
- 30 En dernière analyse, en quoi la question des difficiles relations entre pouvoirs militaires et pouvoirs civils est-elle « piégée » ? C'est bien l'hyper-personnalisation de la question

qui pose problème. À plusieurs reprises, des parlementaires, des ministres, ont essayé de susciter un débat de fond. Alphonse Accambray a été l'un d'eux. Cet ancien polytechnicien, officier, tente entre 1915 et 1917, de soulever la question du rôle réel du haut commandement. L'affaire fait grand bruit à la Chambre puisque c'est cette question qui amène la démission du gouvernement Viviani et l'arrivée d'un gouvernement Aristide Briand, le 30 octobre 1915. Plus tard, au moment de la bataille de Verdun, Gallieni, ministre de la Guerre, se voit refuser une réforme du haut commandement. C'est la personnalité de Joffre qui est en fait omniprésente et omnipotente. La victoire de la Marne donne, de surcroît, à Joffre une popularité sans égale, largement construite par les journaux. En 1915, les Éditions Patriotiques, font paraître dans la série « *La guerre européenne* » un « *Notre Joffre qui êtes au feu* », qui reprend la scansion du « *Notre Père* » catholique.

« Notre Joffre qui êtes au feu,
Que votre nom soit glorifié,
Que votre victoire arrive (etc.) »²⁰

- 31 « Déboulonner » Joffre reviendrait, pour le pouvoir républicain, à se déjuger lui-même. Entre 1914 et 1916, les pouvoirs républicains français sont tétanisés par le poids de choix antérieurs. Ils ont désigné, en 1911, un généralissime dont les convictions républicaines ont beaucoup fait pour sa nomination. Ce généralissime, une fois en place, ne peut pas être désavoué sous peine de faire se déjuger également ceux qu'ils l'ont choisi. Le 27 avril 1915, Abel Ferry avance une autre piste d'explication : celle de solidarités régionalistes, qui même si elle relève de la fantasmagorie, montre en tout que la construction de l'identité nationale n'est pas tout à fait achevée en pleine Grande Guerre. Lorsque Joffre est mis en accusation lors des Conseils des ministres, Ferry note une « *brusque intervention de Doumergue et Sarraut. C'est le midi qui bouge, fier de son généralissime* »²¹.

Pas de chef de guerre chez les civils

- 32 La toute-puissance de Joffre et du GQG en 1914 et au début de 1915, n'est-elle pas due au vide laissé par les décideurs politiques et, plus encore, à l'absence de personnalités fortes et charismatiques chez ces derniers ? À passer en revue le personnel politique dirigeant, il n'est pas certain que les dirigeants civils révèlent une vraie personnalité adaptée aux circonstances exceptionnelles de la guerre. Au poste de président du Conseil, René Viviani n'est peut-être pas l'homme de la situation, dans la mesure où il ne sait pas en imposer aux militaires. « *S'il savait dire : je veux, le Parlement se disciplinerait, les députés mobilisés le rejoindraient, les ministres obéiraient, le général Joffre s'inclinerait. Sa merveilleuse intelligence est trop critique.* »²² Le président de la République, qui a pourtant laissé une image d'inflexibilité, n'est peut-être pas aussi directif qu'il le faudrait, au nom de l'esprit des textes de 1875, relus à la lumière de la crise de 1877, qui empoisonne décidément tous les comportements.
- 33 Les pouvoirs civils sont divisés par les habituelles querelles politico-personnelles qui ne cessent pas le moins du monde durant la guerre, venant, sur ces aspects aussi, minorer l'importance et la profondeur de la « trêve des partis ».
- 34 Surtout, dans cette situation exceptionnelle de la guerre, n'émergent pas d'hommes exceptionnels. Le personnel politique, dans son ensemble, semble « gérer » la guerre, l'administrer, mais pas forcément la diriger. De ce point de vue, il faut attendre

novembre 1917 et Georges Clemenceau, pour observer la volonté de ne faire que la guerre afin de la finir au plus vite. En d'autres termes, le personnel politique semble manquer d'un décideur « à poigne » dans les premiers mois de la guerre, ce qui laisse la bride sur le cou à Joseph Joffre. Même les révolutionnaires ne semblent pas des plus dynamiques si l'on en croit certains portraits. L'Union sacrée fait, par exemple, entrer Jules Guesde au Conseil des ministres. « *Guesde est généralement silencieux. Il est malade, usé par la propagande et la passion politique. Il me paraît aussi un peu intimidé. (...) Son éducation, toutes d'idées générales, le dispose mal à manier les questions pratiques. Il est sans doute, malgré ses soixante-cinq ans, plus ignorant que moi. Il reste donc généralement immobile et silencieux pendant les Conseils, à la fois surveillant et enchaîné.* » ²³

- 35 À cette relative déshérence d'un pouvoir civil fort, s'ajoute un autre argument, très concret, et peut-être décisif, pour comprendre la toute-puissance de Joffre. Depuis les années traumatiques de 1870, bien peu parmi les personnels civils, ont réellement réfléchi aux problèmes de défense nationale. Gambetta et plus encore Jaurès appartiennent en fait au club extrêmement fermé des hommes politiques qui ont tenté de ne pas abandonner aux seuls militaires les questions de défense. Cette désaffection est la conséquence incontestable de la montée du statut d'expert qui marque la fin du XIX^e siècle.
- 36 C'est donc bien du côté du pouvoir législatif et non de l'exécutif qu'il convient de chercher des tentatives de réaction à certaines dérives du pouvoir militaire. Le 22 juin 1916, les parlementaires votent une résolution rendant plus effectif le contrôle aux armées des commissions parlementaires. Le 26 août 1916, le député Paul Meunier demande à consulter les archives des conseils de guerre de la 1^{re} armée. Deux remarques s'imposent pourtant. La première concerne la chronologie. On constate facilement qu'il faut attendre deux années de guerre pour que le législatif ose se targuer de ses compétences constitutionnelles. Cela en dit long sur les seuils d'acceptation de transferts décisionnels qui ont été tolérés jusque-là par les élus de la Nation. Par ailleurs, le gouvernement, ainsi que le haut commandement, freinent ces démarches, car ils continuent de considérer qu'il s'agit là d'une interférence insupportable dans la préparation des opérations.
- 37 En d'autres termes, faut-il sans doute déplacer notre questionnement de départ. La toute-puissance des militaires français durant les premiers mois de la guerre relève bien d'une double pratique culturelle de l'époque. Face à l'instabilité gouvernementale chronique de la III^e République, les militaires se sont perçus comme les éléments stabilisateurs, à la manière des rochers d'un jardin zen. Leur statut d'expert les a confortés dans ces convictions. Ils sont convaincus – et Joseph Joffre au premier chef – que, contrairement à ce que devait affirmer Georges Clemenceau plus tard, la guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée à des civils. D'autre part, la question de la « dictature » militaire passe plutôt par un conflit interne au pouvoir civil. L'exécutif civil a tendance à soutenir l'exécutif militaire, alors que les représentants du peuple se verraient bien, pour certains d'entre eux en tout cas ²⁴, de nouveaux « Saint-Just » en mission.
- 38 En France, durant la première année de guerre, l'état-major et le généralissime jouissent d'un pouvoir quasiment sans contrôle et plus encore sans contrepoids. Il y a là un constat sans équivoque, pouvant déboucher sur une vraie dérive anti-démocratique. Une manière de confusion des genres commence à s'imposer et le militaire se projette en politique. La réaction des parlementaires est, cependant, de plus en plus vive au fur et à mesure que l'on avance dans le temps de la guerre, et souvent contre les logiques gouvernementales.

- 39 Une comparaison avec d'autres pays s'impose *in fine*. Le cas de la Belgique est bien connu. Les Chambres ne siègent plus. Le roi et la direction militaire sont à la Panne, alors que le gouvernement civil mène sa vie d'exil à Sainte-Adresse, près du Havre. Mais c'est là un cas de figure un peu particulier du fait de l'occupation du pays. La Confédération helvétique, qui demeure neutre toute la guerre, connaît aussi une dérive peu démocratique. Le 3 août 1914, le Conseil fédéral se voit donner par l'Assemblée législative des pouvoirs illimités pour prendre le cas échéant, toutes les mesures nécessaires à la sécurité du territoire et au maintien de l'activité économique.
- 40 En Allemagne, le vécu du régime politique est, certes, très différent de celui de la France. Le pouvoir, malgré la présence du SPD au Reichstag depuis 1912, est singulièrement concentré entre les mains d'un réseau relativement simple aux circuits de décision assez courts : empereur, chancelier, état-major. L'opinion publique n'a d'ailleurs pas été consultée au moment de la proclamation de la « Paix civile »²⁵. Les attitudes décisionnaires du Grand Quartier général s'expriment plus lourdement qu'en France dans tous les registres, notamment dans celui de l'économie, avec l'accord explicite des pouvoirs civils réduits à leur expression la plus simple. Lénine, lui-même, a revendiqué la filiation entre l'économie dirigée de Ludendorff, rendue possible par les pratiques des militaires allemands, et le système planifié soviétique²⁶. Mais il s'agit là d'une autre histoire.

NOTES

1. *Les constitutions de la France depuis 1789*, présentées par Jacques Godecho, Paris, Flammarion, 1979, p. 331.
2. *Les Carnets secrets d'Abel Ferry, 1914-1918*. « Ils étaient ainsi... du moins je les ai vus tels », Paris, Grasset, 1957. Une édition critique vient de paraître, présentée par Nicolas Offenstadt et André Loez, *Carnets secrets, 1914-1918. Suivis de lettres et notes de guerre*. Paris, Grasset et Fasquelle, 2005. Nous utilisons ici l'édition de 1957, p. 63. Fils unique de Charles Ferry, député des Vosges, neveu de Jules Ferry, président du Conseil, et petit-fils d'Allain-Targé, député de Paris et ministre, Abel Ferry entre à la Chambre des députés en 1909. Il a alors 27 ans. En 1914, il est sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Mais comme engagé volontaire, il assiste à son gré aux Conseils des ministres. Rapportant à chaque fois son expérience directe de combattant, il déplaît fortement à Joffre et au Grand Quartier général.
3. Archives départementales de Dordogne, 1 M 89.
4. AD Dordogne, même dossier.
5. *Les Carnets secrets d'Abel Ferry...*, op.cit., p. 44-45.
6. *Idem*, p. 39.
7. *Mémoires du maréchal Joffre (1910-1917)*, tome 1, Paris, Librairie Plon, 1932, p. 104.
8. *Idem*, p. 107.
9. *Idem*, p. 256.
10. *Les Carnets secrets d'Abel Ferry...*, op.cit., p. 71.
11. *Mémoires du maréchal Joffre...*, op.cit., p. 264.
12. *Idem*, le 30 décembre 1914, p. 37.

13. DOUGHTY (Robert), « French Strategy in 1914: Joffre's Own », *The Journal of Military History*, 67 (avril 2003), p. 431.
 14. DOUGHTY (Robert), *op.cit.*, p. 432.
 15. *Les Carnets secrets d'Abel Ferry* ..., *op.cit.*
 16. *Idem*, p. 34.
 17. *Idem*, p. 35.
 18. *Idem*, p. 36.
 19. *Idem*, p. 36.
 20. GUILLALOT (Elsa), « La carte postale de propagande de la Grande Guerre », dans CAZALS (Rémy), PICARD (Emmanuelle), ROLLAND (dir. Denis), *La Grande Guerre. Pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005, p. 145-148.
 21. *Les Carnets secrets d'Abel Ferry*..., *op.cit.*, p. 67-68.
 22. *Idem*, p. 43 (22 janvier 1915).
 23. *Idem*, p. 59 (conseil du 16 février 1915).
 24. C'est sans doute le cas d'Abel Ferry lui-même.
 25. HAFFNER (S.), *De Bismarck à Hitler. Une histoire du Reich allemand*, Paris, La Découverte, 1991.
 26. Wladimir Ilitch Oulianov dit Lénine, « notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de nous appliquer de toutes nos forces à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie ». Dans « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises », *La Pravda*, 9 mai 1918.
-

RÉSUMÉS

Si la loi prévoit bien des transferts de compétences de l'autorité civile à l'autorité militaire en cas de conflit, c'est aussi la personnalité de Joffre et les circonstances du début de la Grande Guerre, qui font l'élargissement considérable des pouvoirs de la sphère militaire au détriment du politique. Des comportements de réseaux sont identifiables, d'autant plus que peu de décideurs civils ont des compétences militaires.

The beginning of the great war in France "a prescribed dictatorship" by military policies or a retreat from Politics? At the very beginning of Great War, the French constitution allows the swift of powers between political and military leaders. But Joffre's personality and the weight of circumstances create very peculiar situation where military staff concentrate most of powers in France, also because there is not a political leader able to drive the War.

INDEX

Mots-clés : Grand Quartier général, Première Guerre mondiale

AUTEUR

FRANÇOIS COCHET

Professeur à l'université Paul Verlaine-Metz, il a notamment publié : *Soldats sans armes, la captivité de guerre, une approche culturelle*, Bruxelles, Bruylant, 1998 ; *Les soldats de la Drôle de guerre*, Paris, Hachette, 2004 ; *Survivre au front (1914-1918), les poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, SOTECA/14-18 Éditions, 2005 ; *Verdun sous le regard du monde (1916-2006) (direction)*, Saint-Cloud SOTECA/14-18 Éditions, 2006.